

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2024-11-07-00001

**modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 65-2016-02-24 du 24 février 2016, autorisant
la société « SARL BAGNÈRES MATÉRIAUX » à exploiter une carrière de calcaire et des
installations de concassage et de criblage au lieu-dit « La Gailleste »
sur la commune de Bagnères-de-Bigorre**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel de prescription générale du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2016-02-24-003 du 24 février 2016, autorisant la société « SARL BAGNÈRES MATÉRIAUX » à exploiter une carrière de calcaire et des installations de concassage et de criblage au lieu-dit « La Gaillette » sur la commune de Bagnères-de-Bigorre ;

Vu le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 11 août 2021, portant demande de modification du phasage d'exploitation défini à l'article 34 et à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 65-2016-02-24-003 du 24 février 2016 ;

Vu le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 2 mai 2022, portant demande de modification des activités exercées sur le périmètre autorisé telles que définies à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 65-2016-02-24-003 du 24 février 2016 ;

Vu le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 2 octobre 2024, portant demande de modification du phasage défini à l'article 34 et à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 65-2016-02-24-003 du 24 février 2016 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur, par lettre recommandée avec accusé de réception du 21 octobre 2024, pour observations éventuelles ;

Vu l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les projets de modification ne sollicitent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2, et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Ces projets ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), formation spécialisée « carrière » ;

Considérant que l'exploitant a constaté un retard d'exploitation du gisement de trois années vis-à-vis du phasage initial prévu et que ce retard conduit l'exploitant à solliciter l'actualisation des périodes quinquennales de chaque phase et des garanties financières associées ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'article 2, l'article 34 et l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°65-2016-02-24-003 du 24 février 2016 ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 : Identification

La société « SARL BAGNÈRES MATÉRIAUX », exploitant d'une carrière de calcaire et des installations de concassage et de criblage au lieu-dit « La Gaillette » sur le territoire de la commune de Bagnères-de-Bigorre, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 : Article modifié

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°65-2026-02-24-003 du 24 février 2016 est modifié comme suit :

Les activités exercées sur ce site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la nomenclature	Désignation de l'activité	Capacités	Classement
2510-1	Exploitation de carrières.	Superficie totale 25ha 18a 21ca dont 19ha 12a 63 en renouvellement et 6ha 05a 58ca en extension. Production maximale ; 550 000 t/an Production moyenne : 250 000 t/an	AUTORISATION
2515-1	Broyage, concassage, criblage,... de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. <i>Puissance installée supérieure à 200kW.</i>	Installation fixe 1900kW; installation mobile 200kW.	ENREGISTREMENT <i>(rubrique modifiée - Juin 2021)</i>
2517-2	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. <i>Superficie supérieure à 10 000m², mais inférieure ou égale à 30 000m².</i>	Superficie totale 10 330m² Intégrant superficie réservée aux inertes du BTP : 1 000m²	ENREGISTREMENT

Les dispositions de l'annexe 6 sont applicables aux installations visées aux rubriques n°2515 et 2517.

Article 3 : Article modifié

L'article 34 de l'arrêté préfectoral n°65-2026-02-24-003 du 24 février 2016 est modifié comme suit :

Compte-tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, tel que défini à l'article 24 ci-dessus, le montant des garanties financières retenues est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement du site.

La valeur de l'indice TP01 retenue pour le calcul est de : 616,5 (mai 2009) et avec une TVA de 20 %.

Ce montant est fixé à :

- 1^{re} phase (2016-2024) : 383 824 € TTC,
- 2^e phase (2024-2026) : 244 539 € TTC,
- 3^e phase (2026-2031) : 282 177 € TTC,
- 4^e phase (2031-2036) : 309 135 € TTC,
- 5^e phase (2036-2041) : 343 856 € TTC,
- 6^e phase (2041-2046) : 346 640 € TTC.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier de l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus et tenant compte des évolutions de l'indice TP01 par rapport à sa valeur de référence.

Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Article 4 : Annexe modifié

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°65-2026-02-24-003 du 24 février 2016 est remplacée par l'annexe, comportant 5 planches cartographiques, jointe au présent arrêté.

Article 5 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté est transmise à la mairie de Bagnères de Bigorre et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bagnères de Bigorre pendant une durée minimum d'un mois ;

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de la commune et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées - pôle environnement - ICPE - ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délai et voie de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 7 :Exécution

- Mme la secrétaire générale,
- M. le responsable de l'UID 65/32 de la DREAL Occitanie,
- M. le maire de Bagnères de Bigorre

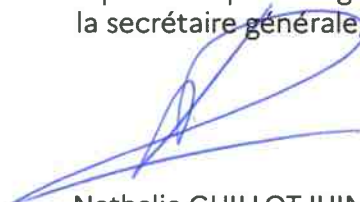
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

Pour notification à la société Bagnères Matériaux

Pour information à Mme la sous-préfète de Bagnères de Bigorre

Fait à Tarbes, le – 7 NOV. 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,



Nathalie GUILLOT-JUIN

Annexe : Plan d'exploitation

